



MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATAHAI 17. — N° 51.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana mana 19 tetema 1868.



PRÉS DE L'ARRIVEMENT (ou après l'arrivée)
Le 19 décembre 1868
Sur la route de l'île de Tahiti
Un billet de 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser
AU DIRECTEUR DE LA POSTE,
Imprimerie du Gouvernement.

PRÉS DES EXPÉDITIONS (ou au départ)
Les 10 premières pages 20 à la ligne.
Au-delà de 30 pages 25 id.
Tous les documents et papiers à gommier sont pris de la
premier édition.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Nouvelles, négociations, etc. — Avis administratifs. — Arrêté de la haute-cour tahitienne. — PARTIE SOCIALE. — Le premier âge des colonies françaises (suite et fin). — Mouvements du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Par décret impérial en date du 16 septembre 1868, M. Corrin, lieutenant à la 3^e compagnie du 2^e régiment d'infanterie de la marine, à Tahiti, est nommé officier payeur du 4^e régiment, à la Réunion.

Par décret en date du 2 octobre 1868, l'Empereur a conféré le grade d'enseigne de vaisseau à MM. Arnoux, Plaza et Servan, élèves de 1^e classe, attachés à la station de Tahiti.

Par décision en date du 10 décembre courant, M. Bonnoin, commissaire-priseur, rentré du congé, a repris l'exercice de ses fonctions.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire Impérial en date du 14 décembre 1868, M. Candonot, capitaine en deuxième d'artillerie de marine, a été embarqué sur le navire *Chever* pour effectuer son retour en France par la voie de Panama.

Par arrêté en date du même jour, M. Francis A. Perkins a été nommé substitut du procureur général des États-Unis d'Amérique à Tahiti, en remplacement de M. Joseph Vaillant.

L'exécutif accordé par S. M. l'Empereur, et transmis par dépêche du 17 septembre dernier, a été renvié lundi 15, à une heure de l'après-midi, à M. Perkins par M. le Commandant Commissaire Impérial, en présence de MM. l'Ordonnateur; le capitaine du génie et les officiers attachés à la personne du Chef de la colonie.

Par décision de M. le Commandant Commissaire Impérial en date du 17 décembre courant, la démission offerte par M. Trusseau de ses fonctions d'agréé près les tribunaux, de suppléant de juge de paix, de notaire et d'officier de l'état civil a été acceptée.

Par décision de M. le Commandant Commissaire Impérial en date du 17 courant, M. Marion de la Martinique, substitut du procureur impérial, a été nommé suppléant de juge de paix et officier de l'état civil, en remplacement de M. Trusseau.

Par décision du même jour, M. Mazery, sous-lieutenant du génie, a été nommé substitut du procureur impérial, en remplacement de M. Marion de la Martinique, apporté à d'autres fonctions.

Par décision du même jour, M. Van der Venne a été appelé à exercer, cumulativement avec les fonctions de greffier, celles de notaire à Tahiti, en remplacement de M. Trusseau, démissionnaire.

Avis au public.

A l'avvenir les audiences de la justice de paix se tiendront au palais de justice, rue de Rivoli.

Le juge de paix et officier de l'état civil sera visible tous les jours au secrétariat du gouvernement.

L'administration croit opportun de rappeler au public les dispositions de l'arrêté du 20 mars 1867 relatif à la destruction des chiens errants.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

L'administration prévient le public que les pièces divisionnaires d'argent (de 0.20 c. de 50 c., de 1 fr. et de 2 fr.) du millésime antérieur à 1866 (loi du 14 juillet 1866), cesseroient d'avoir cours à dater du 1^{er} janvier 1869.

Les détenteurs sont informés que ces pièces seront reçues dans les caisses du Trésor en échange de pièces nouvelles frappées conformément à la loi précédente. 3

To fenua atu poi to han i te taha'i i te rau manu uno (0.20 c., e 50 c., 1 f., e 2 f.) no te manu matahi i mu'ua i te 1866 (tarō no te 14 no tūrā 1866), in tae i te mahina mataramu na te māru 1869 e oia te i e rava hanu ia. Te fenua 'fa'au ne to tata'ua, e tapioho hanu nei taau mai i te rau manu a to han, i te manu hanu aipia hanu mai te a to i te tara'e fenua han i ma nei.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGÈNES

Concours pour les langues française et tahitienne.

Conformément à l'arrêté en date du 29 mai 1868, une commission nommée par M. le Commandant Commissaire Impérial, et composée de:

Mar. l'ingénieur d'Asnières, président;
MM. le directeur des affaires indigènes,
M. Marion de la Martinique, secrétaire-archiviste, | membres,
M. Hauff, interprète de 1^e classe,

s'est réunie à l'officier d'examiner les jeunes gens qui n'étaient pas admis pour obtenir les prix institués afin d'encourager l'étude des deux langues françaises et tahitiennes.

Et fondant deux prix pouvant varier de 500 à 2,000 francs pour récompenser les jeunes gens qui voudraient s'adonner à cette étude, l'administration était en droit d'attendre de plus brillants résultats.

En effet, trois candidats seulement se sont présentés. Plus de bonne volonté que de connaissances réelles a été constatée.

Néanmoins, le jugement a laissé ces premiers efforts sans récompense, désireux de reconnaître les bons services de M. Céber comme élève interprète à la Résidence d'Anna, la Commandant Commissaire Impérial a décidé que la somme de M. Céber, classé premier, soit portée de 960 francs à 1,200 francs.

Une somme de 60 francs est allouée à Ernest Chever et une de 40 francs à Perrier, à titre d'encouragement.

Le Gouvernement du Protectorat peut-être celui qui relativement à ses ressources, dépense le plus pour l'instruction publique.

Dix écoles sont tenues par des Français, et deux, spécialement consacrées à l'instruction des jeunes filles, sont dirigées par les Dames Saint-Joseph de Cluny.

Toutes ces écoles sont régulièrement suivies et faites par des maîtres connaissances et patients.

Pourquoi alors, après plus d'un million de francs dépensés par le seul budget local pour l'instruction publique, ne pourrons-nous pas trouver dans la jeune génération un interprète convaincu?

La raison de ce fait est, nous le croyons, différente pour les deux races européenne et tahitienne. L'enfant-européen qui suit les écoles apprend à l'enfant-tahitien le français de façon à pouvoir le parler et l'écrire correctement; mais il ne sait le tahitien que comme le parlent les enfants de la rue et ne connaît ni la grammaire tahitienne ni la valeur exacte de chaque mot. Cette dernière connaissance surtout exige une étude très-approfondie de la langue, pour toute personne qui n'est pas née dans le pays et n'a pas été élevée au milieu des indigènes.

Les enfants indigènes arrivent sans trop de peine à écrire une dictée française; ce n'est qu'avec une grande difficulté qu'ils parlent notre langue. Quant à ce qui est de la compréhension, bon nombre ont été en France sans pouvoir atteindre ce résultat.

Sans doute, les enfants tahitiens des écoles saisissent facilement les sens des phrases simples et familières; mais il est certain que les noms de la langue leur resteront toujours étrangères, surtout si on les laisse dans sortant de l'école retourner dans leurs familles, où même s'ils fréquentent un milieu dans lequel la langue ne soit pas très-correctionnellement parlée.

De pareils interprètes exposent à de grandes difficultés. Qu'un avis exprime que l'administration désire qu'une chose soit faite, ils la traduisent par un ordre formel. Cet exemple est pris entre mille, et qui a eu des rapports fréquents avec les indigènes sait combien il est juste.

Pour sortir de cette situation, l'administration a voulu créer des ateliers dirigés par des contre-maîtres français, où les enfants en sortant des écoles eussent continué à entendre parler français; la langue se fut répandue, et peu à peu la nouvelle génération fut devenue laborieuse; un contact continué avec les Européens l'eut habituée à notre façon de penser et d'exprimer ce que nous ressentions.

Certes c'était là un puissant auxiliaire pour répondre notre langue dans nos pays.

Il a fallu renoncer à ce projet faute d'avoir été compris.

Pour le moment, tout ce que peut faire l'administration est de recommander à MM. les instituteurs d'exercer leurs élèves aux traductions du tahitien au français et du français en tahitien; de sacrifier à ce travail la moindre partie des exercices du mémoire, qui ne laissent dans l'esprit de leurs élèves qu'une trace si légère qu'elle est complètement effacée un an après la sortie des écoles.

quatre, cesser de dire droit, que les postes de la poste à Tova, Tanasse et à Mihai, dans la Faauri (le *Conseil régional*) à Almavita (la ligne divisionnaire), et deux autres villages, sont réservés aux réfugiés cosaques armés d'outils.

Le conseil régional garantit les partis, les membres du conseil des députés, les députés cosaques et donnaient dans un rapport détaillé la situation des lieux et leur application de la loi, et dans les déclarations des parties ;

Réservez les dépenses.

au rez ras o te parou n fu sata māra ;
E tu tapo ni i te manu taimi.

Même audience.

N° 228. — Estes, le *Postulante* à Williston, femme Jobstson, dite Totini ; et son fils, le *Postulant* à Williston.

La cour, sur la demande principale formulée par l'appelante, décide, avant de dire droit, que la demande est faite pour la femme Poupot, (sa tante) n'est nullement justifiée.

Qu'en conséquence la terre Tequenata, sis à Hauri, restera en litige jusqu'à la troisième session ; que de nouvelles citations soient faites au *Postulant* pour qu'il et à leurs témoins puissent assister à la fin de l'affaire, c'est-à-dire sur le droit d'héritage ;

Réservez les dépenses.

Audience du 25 juillet.

N° 229.

La cour, sur la demande adressée par M. le procureur impérial à M. le président de la haute-cour de justice de Tadoussac, conformément à l'article 3, § 6, de la loi du 28 mars 1866,

homologue les décisions ci-après désignées comme ne contenant rien de contraire aux lois du pays, sans préjudice :

N° 219, 221, 222, 223, 226, 231, 232, 233, 236, 237, 239, 240, 241, 244, 248 et 249, qui ont été transmises dans les *Moyennes* le 19 de 7 mars, 1867 et 26 de 7 juillet 1867 et le 27 de juillet 1868.

Befise l'homologation du collage portant le n° 230, le 17 février 1868, insérée dans le *Messager* le 23 de juillet 1868.

Jointement à la haute-cour tabatière est incinérante à combiner des officielles aux quelles qui sont relatives aux compositions de terres entre indigènes.

FIN

PARTIE NON OFFICIELLE

LE PREMIER AGE DES COLONIES FRANÇAISES.

Voir le *Messager* du 11 novembre, et 12 décembre.

V. — (1633-1663.)

Louis XIII avait servi de près son ministre au tombeau (1643), la rigueur Aunis d'Astracan livra le pouvoir à Mazarin, qui tout ensoberba par les luttes intérieures de la Fronde ou ses affaires diplomatiques envers les Habsbourg, négocia les colonies. Ce fut au pas un résultat sans compensation : les peuples gagnés quelques-uns à ce que les gouvernements se succédaient trop de leur haine. L'ordre à longs intervalles, mais sans perdre de temps, fut l'ordre d'arrêter pour se renforcer, ou luttant contre Vandalie et l'Islemagne, ils se fortifiaient. Au Canada surtout, qui était déjà en voie de progrès, on vit ce que peut la puissance de l'initiative privée ; ce pays grandit rapidement par un triple concours : celui des femmes, des prêtres, des colons.

Le second, des femmes de nos jours, de s'escaper peu de colonisation ; au xv^e siècle, il était autrement. Un grand nombre, appartenant à tous les rangs de la société, depuis la plus haute noblesse jusqu'au peuple, brillent dans les annales canadiennes par leur zèle de recrutement, leurs sacrifices pénitaires et personnels, leurs fondations pieuses. Cet état de couvent, très égale, qu'ils ont créé et maintenu, a été une force.

Les missions du clergé, — particulièrement les ordres des Rédemptoristes et des Jésuites, — ne se dévouèrent pas avec une moindre ardeur à une œuvre qui enflammait leur patriotismus autant que leur foi, et ravivit par le voisnage de la colonisation anglaise et protestante qui se développait au sud du Saint-Laurent. Par leur apostolat, par leurs publications civiles et politiques, plus d'une fois, par leur mariage, les religieuses acceptèrent un avenir qui sera conservé jusqu'à nos jours, et en faire cause aujourn'hui les plus fervents champions des traditions françaises.

Enfin les colons, en majorité originaires des provinces du nord et de l'ouest (Picardie, Normandie, Bretagne, Perche, Maine, Anjou,

Poitou, Saintonge), et mêlés de quelques émigrants de l'Ile-de-France, étaient recrétés parmi les familles honnêtes ; c'était l'élite des cadets de l'ordre, qui, après l'obtention de leur diplôme, étaient engagés à un service temporaire, qui transparaît au delà de l'obligation des meurs de la province et le travail des champs en des mœurs. Là où manquaient des filles de famille, de jeunes orphelines, enigmatiquement choisies parmi celles qui étaient confiées à la charité religieuse, conduites par Armand, déclinaient les épouses des laboureurs. Mais, alors, généralement, dans les granges des vallées et du travail, ces générations expatriées. Les élémens indigents qui ont peuplé autant d'autres colonies, sans qu'il y ait toujours à les regrouper, le peu qui s'y glisse disparaît dans l'homogénéité des masses. Les meilleures costumes de la France furent implantées sur les bords du Saint-Laurent, mais accompagnées des formes populaires et des usages de l'Angleterre, et François Louis de Lillebonne et de Mazarin, les négociants fidèles dédiés à l'établissement de la régime municipal, qui est la vraie base de toute colonie.

Sous une autre forme, le même principe prévalut aux Antilles : là, les seigneurs acquirent des compagnies la propriété et à peu près la souveraineté des colonies, avec le consentement de Mazarin, bonnes de se débarrasser de ce souci étroit et sans profit immédiat. Des compagnies de l'ordre de l'Amérique, qui effectuaient l'acte d'achèvement de grandes fortunes commencées sous Richelieu. De ce abondent les colonies noircies, mais sans déclin.

C'est alors qu'Ogier de la Boëlle put préparer la destitude si longtemps désirée de Saint-Domingue.

De la même manière que les Antilles, déjà possédées, et l'occupation préalable de plusieurs autres : Marie-Galante, les Saincts-Martin, Saint-Barthélemy. La Guyane reçut plusieurs convois de colons. La mare inférieure du nord de l'Amérique, qui reçut le nom de Hudson, fut reconquise par le François Bourdon.

Ensuite, dans l'île Tadoussac, une île jusqu'alors inhabitable, et déserte, par François de Tadoussac, déclinaient le travail, avec le nom de Bourgogne (1640), un nom moins de colonie, mais d'y cultiver les produits qui convenaient au sol et au climat, pour en approvisionner les navires faisant route sur l'Inde en revenant.

On le voit donc, quoique défaillante par la mère-patrie, les germes de colonisation se firent des empires français sur les divers points du globe, et par des routes établies par les marines et l'armée. Le nom de Louis XIV, ou Colbert figura prévaloir en toute chose, au prépondérance directe et absolue de la royauté. Alors s'ouvrira, pour nos possessions canadiennes, un second âge caractérisé par le régime que l'on appela le *partiel colonial*, et qui, ébranlé de siècle en siècle, n'est pas encore tout à fait rompu.

Le nom de Louis XIV de cette ère nouvelle (1), il suffit à nous de rappeler à grande traîne les endroits que je m'étais proposés, en relevant les origines de la colonisation française, en montrant quelle part en revient aux citoyens ayant nature les ministres et les rois, à qui l'un a coutume d'en faire honneur. *Le pignon des colonies* fut donné à la monarchie par le commerce, la marine et les forces armées, mais l'autre pignon fut donné à l'ordre, et j'ai détruit bien des bons documents, enserrés dans la pompeuse histoire et qui ne rappellent rien à votre mémoire ni à votre imagination : je le sais bien d'avance, mais j'ai voulu faire acte de justice reconnaissante et intéressante votre patriote. Je serai satisfait si, convaincu de la vérité de mes récits, vous vous associez à mes recommandations. Quelque riche que soit la France en gloires nationales, elle ne doit en dédaigner aucune.

JULES DOVAL,

Directeur de l'*Économiste Français*.

(1) On pourra en suivre les plans ultérieurs dans mes livres intitulés : *Les colonies et la politique coloniale de la France* (Briquet d'Arthus Bertrand, Paris).

FAITS DIVERS.

On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* :

On assure que l'immersion du câble destiné à relier la France aux Etats-Unis, — par Brest, Saint-Pierre-Miquelon et New-York, — pourra s'effectuer en juillet ou août 1869.

Vers la mi-août, une grève saura que la société américaine *The New-York Telegraph Company*, est disposée à prêter aux sociétés des câbles transatlantiques, San Francisco, sera mis en communication avec Shanghai.

Il est donc facile de prévoir le moment où le négociant de Paris pourra faire payer ses schats de thé ou du soja sur le marché astinctif que nous avons vu, et peut-être de ce jour-là, São Francisco, New-York et Paris deviendront les vases plus de change, et leur papier, grâce à la pratique télégraphique, sera vendue comme c'est jusqu'à ce jour le papier de Londres.

Pour que cette évolution soit complète, il est indispensable de voir inaugurer le *direct trade* ou commence direct entre l'Europe et l'Asie par le continent américain, fait immense qui se produira par l'achèvement du canal Panama, du Southern Pacific railroad, du Southern Pacific and the Virginian canal.

Lorsque ces grands travaux seront terminés, nous assisterons à des modifications profondes dans la direction des grands courants commerciaux et des routes parcourues aujourd'hui par les métiers précieux ; et c'est surtout à ce sujet que les câbles sous-mariis viendront à modifier leur tout puissant rôle.

Un groupe d'hommes d'affaires, parmi lesquels nous compsons M. Brooks, le général Richardson, le juge Thompson et MM. Bellot des Minéères, ont depuis longtemps préparé ce mouvement économique, qui est le complément naturel, indispensable, de l'œuvre de Cobden et de M. Rosier. Nous pouvons ajouter que ces travailleurs, qui ont été pendant longtemps les amis de l'Angleterre, le souverain qui s'était proposé à gouverner notre pays par l'étude de toutes les grandes questions dont notre siècle vent la solution.

La société du Câble transatlantique français a été très-heureusement inspirée en s'unissant au National Telegraph Company, qui a pour actionnaires et clients aux Etats-Unis toute la presse associative et toute la grande industrie et homme politique, partisans et défenseurs de la liberté commerciale.

Ces deux sociétés, qui se sont entourées d'hommes considérables, dans les deux pays, par leur situation personnelle et leur savoir, permettent, grâce à leur union, de juger l'installation du câble transatlantique français comme un fait accompli. L'entente entre

